

I Préambule

Le projet SEPT (P7) condense la finalité que nous attribuons au GAREP.

C'est une visée **politique** qui s'inscrit dans une philosophie du monde et de l'action qu'il n'est pas question de développer ici mais que l'on peut dire inspirée de quelques penseurs contemporains, notamment un grec, Cornelius Castoriadis [1] et deux gascons Jacques Ellul et Bernard Charbonneau [2].

Pour exposer rapidement les prémisses du P7, on peut rappeler celles du séminaire version off du 10 octobre dernier.

Constats

1. l'imaginaire social actuel est colonisé par l'idéologie de la consommation et de la croissance (la publicité joue un rôle éminent dans cette aliénation) ;
2. le souci du bien commun (intérêt général) ne concerne qu'une infime minorité ;
3. les grandes menaces qui bouchent l'avenir de l'humanité sont tabous, notamment :
 - celle, aléatoire mais pas improbable, de la destruction nucléaire ;
 - celle, inéluctable, de l'épuisement des ressources fossiles (énergie, métaux et matériaux) ;
 - celle, évitable, des déversements polluants dans la biosphère (dont le changement climatique est un des aspects) ;
4. dans ce contexte, les grands projets et les orientations économiques majeures qui déterminent l'avenir à long terme sont définis par une oligarchie elle-même aliénée aux idéologies de la puissance (matérielle, financière et militaire) à croissance illimitée. ;
5. A l'échelle locale, le désastre se manifeste par le peu d'intérêt porté aux projets (SCoT, enquêtes publiques, etc). La désaffiliation politique leur permet de passer le plus souvent sans difficulté. Quand des résistances se manifestent, elles relèvent souvent du « NIMBY » caractéristique de l'individualisme consumériste (cf. 1 + 2)

Postulats

- a) la société est productrice et produit de l'imaginaire social (Castoriadis) ;
- b) une société autonome (vs hétéronome) ne saurait aspirer à son autodestruction ;
- c) l'autonomie passe par une décolonisation de l'imaginaire social pour libérer ses facultés de création et d'invention ;
- d) ce travail de décolonisation doit d'abord être entrepris au niveau de petits territoires où une forme de démocratie participative – sinon directe – peut s'instaurer.

Pari

Une pratique de démocratie participative consacrée à la connaissance du système économique local, à la compréhension de son fonctionnement et à la réflexion sur ses évolutions imaginables à long terme serait susceptible de susciter un renouveau d'intérêt pour la politique conçue comme la poursuite collective de l'intérêt général et la protection des biens communs.

Tactique

Pour gagner ce pari, il faut un cadre institutionnel tolérable par le système politico-administratif existant. Cette tolérance requiert quelques concours intérieurs et une interprétation juridique très extensive des textes relatifs à la participation citoyenne aux décisions publiques.

Si on admet la pertinence de ces prémisses, il en découle un **objectif prioritaire** pour le GAREP, à savoir arracher cette tolérance dans au moins une collectivité territoriale de grande dimension (sous-département) ; ce qui nécessite d'entreprendre un travail de prospection soutenu avec plusieurs tâches préparatoires :

- concevoir et réaliser des outils de communication (propagande), notamment :
 - argumentaire général pour faire partager le **pari** ;
 - site web ;
 - ...
- repérer des personnes soucieuses du bien commun et militantes de l'intervention citoyenne dans la conduite des affaires publiques afin de les associer au P7 ;
- identifier des élus susceptibles de défendre le P7 ;
- etc.

En avons-nous l'envie et, si oui, en avons-nous les moyens ?

Admettons qu'il est prématuré de répondre à ces questions cruciales sans avoir fait un inventaire de la boîte à outils du GAREP ; d'où cette session sur la mise en œuvre de la modélisation ATHEMA.

Mais il faudra envisager prochainement un débat sur nos finalités et nos motivations...